

Direction du Numérique et des
systèmes d'information

Règlement de consultation (R.C.)

MP 26-05

Acheteur:

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation :
Maintien en condition opérationnelle du portail JALIOS « MyASP » avec prestations d'exploitation, de maintenance, de support et d'assistances techniques associées
Date limite de remise des plis : 2 mars 2026 à 12h00
Date limite pour poser des questions : 21 février à 12h00

Sommaire

Article 1.	Identification de l'acheteur	3
Article 2.	Objet de la consultation	3
Article 3.	Procédure	3
Article 4.	Objet du présent règlement de la consultation	3
Article 5.	Dispositions générales.....	4
5.1	Allotissement et valeurs estimées du besoin.....	4
5.2	Modalités d'exécution du marché.....	4
5.3	Durée	4
5.4	Variantes	4
5.5	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
5.6	Clauses sociales.....	4
5.7	Date d'établissement, type et forme des prix	5
5.8	Modalités de financement	5
5.9	CCAG applicable	5
Article 6.	Forme juridique de l'attributaire	5
Article 7.	Sous-traitance	5
7.1	Obligations du candidat	5
7.2	Obligations du sous-traitant	6
Article 8.	Prévention des conflits d'intérêt	6
Article 9.	Modalités d'établissement des offres	6
9.1	Date limite de réception des offres	6
9.2	Délai de validité des offres.....	6
9.3	Contenu du dossier de consultation	6
9.4	Gestion des questions/réponses en cours de consultation :	7
9.5	Modifications de détails au dossier de consultation	7
9.6	Retrait du dossier de consultation (DC)	7
9.7	Remise des plis.....	7
Article 10.	Recevabilité des offres	7
Article 11.	Contenu des plis	8
11.1	Documents demandés à l'appui des candidatures	8
11.2	Éléments exigés au titre de l'offre.....	9
Article 12.	Agrément des candidatures et examen des offres	10
Article 13.	Jugement des offres	10
Article 14.	Visite des lieux.....	12
Article 15.	Négociation	12
Article 16.	Attribution du marché	12
Article 17.	Clauses complémentaires.....	13

Article 1. Identification de l'acheteur

ASP – Agence de services et de paiement
2 rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1
Téléphone : 05 55 12 00 00
Télécopie : 05 55 12 05 48

Article 2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet le maintien en condition opérationnelle du portail JALIOS « MyASP » ainsi que des prestations d'exploitation, de maintenance, de support et d'assistances techniques associées.

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP du MP26-05.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 72500000-0 **Services informatiques**

Article 3. Procédure

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

Le présent marché peut faire l'objet de reconductions, en application de l'article R 2112-4 du code de la commande publique.

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2 à 4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin d'intégrer des travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires et que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

L'ASP se réserve la possibilité de mettre en œuvre, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, la clause de réexamen définie au CCAP de la consultation MP26-05

Article 4. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des candidatures et des offres ;
- les documents et renseignements à fournir pour juger de la conformité des candidatures et des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

Le candidat consulté ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, en particulier pour la remise de son offre.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement et des documents qui l'accompagnent. Seule la langue française peut être utilisée. Par conséquent, tous les documents doivent être rédigés en langue française.

Le déroulement de la procédure est le suivant :

- remise des candidatures et des offres par les candidats;
- analyse des candidatures et des offres ;
- classement des offres par l'administration, conformément à l'article dédié du présent règlement de consultation ;
- attribution du ou des marché(s).

Article 5. Dispositions générales

5.1 Allotissement et valeurs estimées du besoin

Conformément à l'article L2113-11-2° du code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots (marché unique). La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les prestations se décomposent comme suit :

Prestations
Prestation 1 : Evolutions fonctionnelles & visuelles - UO à bon de commande
Prestation 2 : Expertises techniques et infrastructures – UO à bon de commande
Prestation 3 : Réalisation de développements spécifiques, extensions fonctionnelles et adaptations du portail JALIOS - UO à bon de commande
Prestation 4 : Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) – Prestation forfaitaire
Prestation 5 : Interventions en astreinte - UO à bon de commande

5.2 Modalités d'exécution du marché

La présente consultation consiste en un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires (poste 4) et pour partie à travers des prestations à prix unitaires (postes 1, 2, 3 et 5), en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

5.3 Durée

La durée et les modalités de reconduction du marché sont précisées dans l'acte d'engagement.

5.4 Variantes

Conformément à l'article R2151-8 1°a du code de la commande publique, les variantes sont interdites.

5.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

5.6 Clauses sociales

Sans objet.

5.7 Date d'établissement, type et forme des prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis au CCAP.
Le marché est exprimé en euros.

5.8 Modalités de financement

Ce marché est financé sur le budget de l'Etablissement.

5.9 CCAG applicable

Le CCAG applicable est le CCAG TIC du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.

Article 6. Forme juridique de l'attributaire

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R 2142-22 alinéa 1 du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En application des dispositions de l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Le fait qu'un opérateur ait présenté une candidature individuelle et comme membre d'un groupement implique de regarder ces candidatures comme irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

En revanche, un candidat peut se présenter à la fois en tant que candidat individuel ou membre d'un groupement et en tant que sous-traitant.

L'un des opérateurs économiques, membre du groupement, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations des membres du groupement (mandataire du groupement).

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques ou financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (article R 2143-12 du code de la commande publique).

L'ASP se réserve la possibilité de vérifier les références fournies en contactant les personnes indiquées.

Article 7. Sous-traitance

7.1 Obligations du candidat

Conformément aux dispositions de l'article L 2193-5 et R 2193-1 du code de la commande publique, dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer, soit en complétant le formulaire officiel DC4 (déclaration de sous-traitance accessible via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit en fournissant les renseignements suivants :

- la nature et l'importance des prestations qui seraient sous-traitées,

- le nom, la raison sociale, le n° SIRET (ou équivalent, pour les sociétés étrangères) et l'adresse du sous-traitant,
- le lieu d'exécution des prestations sous-traitées,
- le montant des prestations sous-traitées en euros hors taxes et les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance,
- dans le cas d'un paiement direct, la domiciliation bancaire du sous-traitant,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

7.2 Obligations du sous-traitant

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue à l'article R 2193-1 5° du code de la commande publique (soit en signant le formulaire DC4 précité, rubrique k, soit en fournissant par l'intermédiaire du candidat, une déclaration sur l'honneur signée).

Article 8. Prévention des conflits d'intérêt

Il est précisé, concernant la composition de l'équipe, que l'administration se réserve le droit d'interroger le titulaire afin de pouvoir établir, de façon contradictoire, qu'aucun conflit d'intérêt ou manque d'indépendance ne pourrait intervenir avec d'autres opérateurs économiques susceptibles de répondre à des dossiers ayant un lien avec les missions du titulaire dans le cadre du présent marché.

Article 9. Modalités d'établissement des offres

9.1 Date limite de réception des offres

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées en page de garde du présent règlement de consultation.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été fixées par l'acheteur public. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

En application de l'article R2151-6, les soumissionnaires transmettent leur offre en une seule fois. Si plusieurs offres par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise

9.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

9.3 Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation mis à disposition des soumissionnaires sont les suivants :

- Le présent Règlement de consultation (RC) et ses annexes
 - Annexe 1 : Annexe relative à la dématérialisation des procédures
 - Annexe 2 : Annexe technique et RSE
 - Annexe 3 : Détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et son annexe :
 - Annexe 1 : RGPD
- L'Acte d'engagement et son annexe :
 - Annexe 1 « Annexe financière »

9.4 Gestion des questions/réponses en cours de consultation :

Les **questions** relatives au dossier de consultation devront être **obligatoirement** formulées par écrit via la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr dans le module « questions/réponses », au plus tard **9 jours** avant la date de remise des offres.

Les **réponses** seront transmises à tous les candidats préalablement identifiés ayant retiré un dossier de consultation **au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, dans le module « questions/réponses » et/ou dans le module « échanges sécurisés » de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr**. Tous ces candidats en sont informés par un mail de notification les invitant à télécharger les documents.

Les candidats retirant ultérieurement le DCE pourront disposer de l'ensemble des documents (DCE initial et jeux de questions/réponses) en téléchargeant les documents dans le module « **Pièces de marché** » dans la liste des documents disponibles.

NB : Les délais indiqués ci-dessus ne concernent pas les demandes liées à la transmission dématérialisée des offres sur le site www.marches-publics.gouv.fr. A tout moment et jusqu'à la date et heure limites de dépôt des offres, les candidats peuvent interroger le support de la plate-forme pour être accompagnés dans le dépôt et la signature de leur offre.

9.5 Modifications de détails au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à **6 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.6 Retrait du dossier de consultation (DC)

Il est fait application des articles R 2132-2 à R 2132-6 du code de la commande publique.

L'ASP dispose d'une plate-forme de dématérialisation des marchés publics accessible sur Internet à l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les modalités de retrait sont décrites à l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

9.7 Remise des plis

Dans le cadre de la présente consultation, pour la remise des plis, en application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, seul le mode de transmission par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr est autorisé conformément aux modalités décrites dans l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

Article 10. Recevabilité des offres

Les offres :

- arrivées après la date et l'heure limites imparties pour la remise des offres, éventuellement reportées ;
- provenant de groupements d'opérateurs économiques ayant été modifiés dans des conditions contraires à l'article dédié du présent règlement de la consultation ;

- inappropriées, inacceptables ou irrégulières in fine, au sens des dispositions des articles L 2152-2 à L 2152-4 du code de la commande publique ;
- signées, le cas échéant, et paraphées par une personne non habilitée à engager la société ;

seront rejetées et ne seront pas classées.

Article 11. Contenu des plis

11.1 Documents demandés à l'appui des candidatures

A l'appui de leur candidature, et pour chaque lot concerné les candidats individuels ou groupés doivent obligatoirement produire les éléments suivants.

Formulaire / document	Observations	Attendus
DECLARATION DU CANDIDAT		
DC1 « Lettre de candidature »	Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (art.R2142-4 du code de la commande publique) En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.	A produire Téléchargeable au lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »	En cas de groupement : Fournir 1 formulaire DC2 pour chaque membre du groupement.	
DC4 « déclaration de sous-traitance »	Si une sous-traitance est connue au moment de l'offre, fournir le DC4.	
Pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat	Notamment : Numéro unique d'identification délivrée par l'INSEE ou une structure compétente pour les entreprises étrangères, Délégations de signature,...	A produire
CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES		
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les 3 dernières années	Dont part du personnel d'encadrement	A produire

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME)

Si un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct pour chaque entités auxquelles il fait appel; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://espd.eop.bg/espd-web/filter?lang=fr>

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Ces pièces permettent de vérifier la recevabilité des candidatures.

11.2 Eléments exigés au titre de l'offre

A l'appui de leur offre, les candidats doivent produire les éléments suivants :

Pièce	Attendus	Observation
Acte d'engagement	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP.	La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification.
Annexe financière (annexe à l'AE)	A compléter en renseignant les prix proposés	Ce document contractualise les prix proposés
Annexe technique et RSE (annexe 2 au RC)	Respecter <u>obligatoirement</u> le cadre de mémoire figurant à l'annexe 2 au RC	Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCTP, en répondant point par point, dans son mémoire technique, au critère VALEUR TECHNIQUE (60%), et au critère RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (10%)
Le mémoire technique du candidat		
Certifications JALIOS : <ul style="list-style-type: none"> • Exigence obligatoire : <ul style="list-style-type: none"> • Certification JALIOS Developer : Cette certification atteste des compétences de base en développement sur la plateforme JALIOS. • Exigence souhaitée : <ul style="list-style-type: none"> • Certification JALIOS Advanced Developer : Cette certification valide des compétences avancées en développement et en intégration de modules spécifiques. • Certification JALIOS Expert : Cette certification est réservée aux experts capables de gérer des projets complexes et d'optimiser les performances de la plateforme. 		

DQE (annexe 3 au RC)	A remplir en reportant les prix proposés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement « BPU »	Ce document n'est pas contractuel. Il est uniquement destiné au jugement du critère prix
----------------------	--	--

Article 12. Agrément des candidatures et examen des offres

Il est fait application des articles R 2144-1 à R 21441-7 de la commande publique pour l'agrément des candidatures et des articles R 2152-1 et R 2152-2 pour l'examen des offres.

Les offres **irrégulières, inacceptables ou inappropriées**, après mise en œuvre ou non (au choix de l'administration) d'une procédure de régularisation conformément aux dispositions du code de la commande publique, seront éliminées :

- est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Article 13. Jugement des offres

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R2152-6, R2152-7 et R2152-12 du code de la commande publique, en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- **Critère 1 : Prix (30 %)**
- **Critère 2 : Valeur technique (60%)**
- **Critère 3 : Pertinence et niveau d'engagement dans le cadre de l'accord-cadre en matière sociale et environnementale (10%)**

PRIX (30 %)

Le critère « prix » sera apprécié sur le montant total TTC du détail quantitatif estimatif (DQE).

La note « NP » attribuée à chacune des offres sera calculée comme suit :

$$NP = (\text{Montant maximum total en € TTC le plus bas} / \text{Montant maximum total en € TTC du soumissionnaire}) \times 30$$

La note obtenue sera comprise entre 0 et 30.

Ce critère entre à hauteur de 30 % dans le jugement final de l'offre.

Les prix renseignés au DQE seront en adéquation avec les prix proposés dans les bordereaux des prix unitaires. En cas de discordance, les prix proposés aux bordereaux des prix unitaires primeront dans l'analyse du critère.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans cette simulation seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

VALEUR TECHNIQUE (60 %)

La qualité technique de l'offre sera jugée au regard de la complétude, la clarté et la pertinence des informations transmises dans le mémoire technique.

Ainsi, celle-ci sera appréciée au travers des éléments apportés via l'appréciation du niveau de respect des exigences précisées en annexe 2 du présent RC.

ATTENTION : On distingue des exigences techniques obligatoires et des exigences techniques souhaitées.

Chaque candidat doit impérativement s'engager sur les 5 exigences techniques obligatoires du CCTP et reprises mentionnées « **Obligatoires** » sur le fichier « MP26-05 MCO Jalios RC Annexe 2 Technique et RSE ».

Une réponse insuffisante ou non fournie aux « exigences obligatoires » rend l'offre IRREGULIERE. Dans ce cas l'offre du candidat ne sera pas classée.

Les autres exigences non obligatoires seront appréciées au travers des éléments apportés selon trois niveaux de criticité technique (sous-critère), de poids relatifs, sur l'annexe 2 au RC (importante, majeure, mineure).

La note attribuée à chaque offre est obtenue par l'addition des notes pour chaque niveau de criticité (importante, majeure ou mineure):

- Criticité importante (9 items) : Note sur 9 points convertie en une note sur 30 points
- Criticité majeure (7 items) : Note sur 7 points convertie en une note sur 23 points
- Criticité mineure (2 items) : Note sur 2 points convertie en une note sur 7 points

Ces 3 notes sont arrondies à 2 décimales au chiffre supérieur, puis :

Note critère 2 = Note « criticité importante » + Note « criticité majeure » + Note « criticité mineure »

RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (10%)

Les autres exigences non obligatoires seront appréciées au travers des éléments apportés selon trois niveaux de criticité technique (sous-critère), de poids relatifs, sur l'annexe 2 au RC (importante, majeure, mineure) sur la partie RSE - Responsabilité Sociale et Environnementale.

La note attribuée à chaque offre est obtenue par l'addition des notes pour chaque niveau de criticité (importante, majeure ou mineure):

- 1 Criticité Importante
- 5 Criticités Majeure
- 4 Criticités Mineures

Ces 3 notes sont arrondies à 2 décimales au chiffre supérieur, puis :

Note critère 3 = Note « criticité importante » + Note « criticité majeure » + Note « criticité mineure »

Evaluations globales de chaque exigence souhaitée non obligatoire de l'annexe 2 au RC :

Le candidat indiquera dans l'annexe 2 au RC, les références (page et paragraphe) liées au mémoire technique de sa réponse, ainsi que RSE, dans lequel il développera son argumentaire.

L'évaluation est faite à partir du contenu du mémoire technique et RSE fourni dans l'offre de chaque candidat.

La méthode de notation est la suivante :

Attribution d'une note de 0 à 1 pour chaque exigence non obligatoire évaluée et classée selon la pondération suivante :

Note	Evaluation	Description
0	Non conforme ou non fournie	Une réponse très insuffisante, hors sujet ou non fournie aux exigences souhaitées du soumissionnaire.
0,25	Insuffisante	L'offre du soumissionnaire traduit un sous-dimensionnement manifeste par rapport aux engagements attendus par l'ASP. L'information fournie est insuffisante, trop lacunaire et/ou sans apporter une réponse claire et suffisamment précise à la demande.
0,5	Correcte	La proposition présente l'essentiel des garanties concernant le respect des engagements attendus par l'ASP. L'information est présentée de manière claire, mais peu détaillée ou peu précise.
0,75	Satisfaisante	La proposition présente toutes les garanties concernant le respect des engagements attendus par l'ASP. Elle ne propose pas d'avantage particulier ou prépondérant. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.
1	Très satisfaisante	La proposition présente toutes les garanties concernant le respect des engagements attendus par l'ASP. Elle propose des avantages particuliers et/ou un avantage prépondérant apportant une plus-value. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.

Article 14. Visite des lieux

Sans objet.

Article 15. Négociation

Sans objet.

Article 16. Attribution du marché

La note finale de chacun des soumissionnaires sera déterminée par l'addition des notes pondérées de chaque critère.

Les offres feront l'objet d'un classement en fonction de la note finale obtenue par chaque candidat au regard des critères d'attribution mentionnés ci-dessus.

Le candidat retenu sera celui qui sera placé en tête du classement. En cas d'égalité de notes, l'offre comportant la meilleure note au critère prix sera retenue.

Le marché sera attribué au candidat retenu **sous réserve de la vérification des renseignements mentionnés dans les articles R 2143-11 et R 2143-12** du code de la commande publique. Dans le cas contraire, il sera fait application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique.

L'attributaire du marché devra fournir l'acte d'engagement complété et signé (électroniquement s'il dispose d'un certificat électronique conforme aux modalités indiquées en annexe au présent règlement de la consultation ou manuscritement, sauf s'il l'a fait à la remise de son offre ou au cours des négociations si elles ont eu lieu.

Article 17. Clauses complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être demandés auprès de :

- tél. : +33 5 55 12 07 69
- courriel : appui-mp@asp.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Les recours susceptibles d'être formés pour contester la passation du marché sont les suivants :

- le référé pré-contractuel (article L551-1 du CJA), jusqu'à la signature du marché ;
- le référé contractuel (article L551-13 du CJA), dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché ou à compter de la notification de la conclusion d'un marché subséquent, le cas échéant ;
- le recours en contestation de la validité du contrat, dans les deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché ou à compter de la notification de la conclusion d'un marché subséquent, le cas échéant.